



HAL
open science

“Aimez-vous les juifs ?” 1943, un premier sondage sur les juifs et l’antisémitisme

Laurent Joly

► **To cite this version:**

Laurent Joly. “Aimez-vous les juifs ?” 1943, un premier sondage sur les juifs et l’antisémitisme. La Modernité disputée. Textes offerts à Pierre-André Taguieff, textes rassemblés, édités et introduits par Annick DURAFFOUR, Philippe GUMPLOWICZ, Grégoire KAUFFMANN, Isabelle DE MECQUENEM et Paul ZAWADZKI, Paris, CNRS Éditions, pp.53-58, 2020. hal-03096260

HAL Id: hal-03096260

<https://hal.science/hal-03096260v1>

Submitted on 4 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« AIMEZ-VOUS LES JUIFS ? »

1943, un premier sondage sur les juifs et l'antisémitisme

Le 18 octobre 1940, l'écrivain Édith Thomas, choquée par la politique de l'État français et plus particulièrement par le statut des juifs¹, commence la rédaction d'un journal parallèle. Ce « journal intime » fictif met en scène un « bourgeois pétainien », baptisé Célestin Costedet : « commentaires satisfaits, vie routinière, ragots, recueil de toutes les sottises du jour². »

Pétainiste borné et pudibond, Costedet est aussi un fervent antisémite, qui applaudit à la création du commissariat général aux Questions juives (CGQJ) en avril 1941 et appelle à « purifier la France » :

Une longue conversation avec le Dr Cagire. Il faut purifier la France :

1° des Juifs ;

2° des bistrotts ;

3° des souteneurs ;

4° des agents d'affaires véreux.

Pour les Juifs ce n'est pas une question de race (qui ne signifie rien) mais d'opinion : sont juifs ceux qui pensent international et non français. Voilà qui est clair et il n'y a pas à chercher midi à quatorze heures, comme il dit. C'est M. Xavier Vallat qui est chargé à Vichy de la question juive. Tous les bons Français l'attendent à l'œuvre. Sinon on fera un nettoyage soi-même, comme a dit le Dr Cagire. Tout cela est bien³.

Qu'il y ait eu des Célestin Costedet dans la France des années noires, en zone occupée comme en zone libre, à Paris comme à Carcassonne⁴, cela ne fait aucun doute. Mais combien étaient-ils ?

¹ Le 18 octobre 1940, elle note dans son journal : « Loi sur les Juifs : on ne se sent pas fier d'être goy ! » Édith THOMAS, *Pages de journal 1939-1944 suivies de Journal intime de Monsieur Célestin Costedet*, Paris, Viviane Hamy, 1995, p. 102.

² *Ibid.*, p. 227-228.

³ *Ibid.*, p. 319.

⁴ Le 16 août 1940, *Gringoire* consacre une manchette à Julien Benda : « Le Clerc sanguinaire qui rêvait d'immoler la France à Israël. » Ce même jour, Jean Guéhenno déjeune avec Benda dans un restaurant de Carcassonne. Il raconte : « un lieutenant-colonel sur le point de s'asseoir à la table proche de celle où nous déjeunions ensemble

Quelle proportion et quels secteurs de la population approuvaient la politique antijuive de Vichy ? Comment l'opinion a-t-elle évolué entre 1940 (lorsqu'il ne s'agissait encore que d'exclure et d'interner les juifs étrangers) et 1942 (quand le chef du gouvernement Pierre Laval et son chef de la police René Bousquet firent le choix de livrer aux nazis 10 000 juifs apatrides de zone libre) ?

Depuis le début des années 1980, ces questions divisent les historiens, *via* le débat feutré mais polarisant entre Serge Klarsfeld, d'un côté, et les historiens nord-américains Marrus et Paxton, de l'autre. La tentative d'enquête d'opinion lancée par le CGQJ en janvier 1943 en zone sud, souvent évoquée mais rarement analysée¹, apporte à ce sujet un ensemble d'éléments inédits. Premier sondage du genre en France, l'enquête « Aimez-vous les juifs ? » révèle une courte majorité d'antisémites assumés mais aussi (alors que le contexte d'occupation et de dictature incite si ce n'est à la complaisance du moins à la prudence et au camouflage de ses opinions) un tiers d'opposants déclarés à la politique antisémite de Vichy.

Comment interpréter ces résultats ? Quels étaient les biais de l'enquête ? Et quelles leçons en tirer à la lumière des sondages ultérieurs, de 1945 à nos jours² ?

L'opinion publique et les juifs, 1940-1944

Dans *Vichy et les Juifs*, (Calmann-Lévy, 1981) Michaël Marrus et Robert Paxton défendent la thèse suivante : l'antisémitisme est répandu dans la société française de 1940 et la politique de Vi-

reconnaît soudain en lui le Juif sanguinaire dénoncé le matin par *Gringoire* ; alors ce noble officier a demandé à la serveuse de transporter son couvert dehors, sur la terrasse, expliquant qu'il ne saurait déjeuner dans la même salle que cet individu dégoûtant de sang. » Jean GUEHENNO, *Journal des années noires (1940-1944)*, Paris, Gallimard, 1947, entrée du 17 août 1940, p. 36.

¹ À l'exception des premiers travaux de Léon POLIAKOV, « Aimez-vous les Juifs ? », *Le Monde Juif*, n° 7, 1947, p. 2-4, et de Joseph BILLIG, *Le Commissariat général aux Questions juives (1941-1944)*, t. 2, Paris, Éditions du Centre, 1958, p. 340-350.

² Et dont les questionnaires dépendent tout autant de représentations a priori, comme le remarque justement Pierre-André TAGUIEFF, « Retour sur la nouvelle ju-déophobie », *Cités*, 2002/4, n° 12, p. 118, 121-123.

chy est plutôt acceptée par l'opinion, dans sa masse indifférente au sort des juifs ; l'émotion populaire de l'été 1942, à la suite des rafles visant femmes et enfants à Paris et en province, réelle mais passagère, ne joue qu'un rôle secondaire dans les événements (le ralentissement des déportations à partir de l'automne 1942 s'explique surtout par des considérations matérielles et géopolitiques extérieures).

Dès *Vichy-Auschwitz* (Fayard, 1983-1985), Serge Klarsfeld a contesté cette analyse. Selon l'avocat-historien, le rôle de l'opinion, aiguillé par les protestations publiques des évêques en zone libre, est déterminant : c'est elle qui fait reculer Vichy en septembre 1942, Laval et Bousquet renonçant alors à livrer les juifs naturalisés qui devaient suivre le sort des apatrides et des étrangers. D'Asher Cohen à Jacques Sémelin en passant par Pierre Laborie, plusieurs historiens ont prolongé cette interprétation. Les rapports sur l'opinion établis par la Police des Questions juives puis par la direction policière du CGQJ (la SEC), étudiés par Cohen, attestent ainsi de l'absence de soutien actif, dans la population, à la politique antijuive de Vichy. Quant au « revirement » de l'été 1942, il « s'agit plutôt d'une amplification ou d'une extériorisation des sentiments que d'un véritable "tournant"¹ ». Et Laborie d'ajouter, au sujet de l'écho extraordinaire de la lettre de Mgr Saliège : « son retentissement, considérable, n'aurait pas pu être s'il n'avait pas correspondu à des attentes, profondes et pourtant silencieuses². »

¹ Asher COHEN, « Le "peuple aryen" vu par le commissariat aux questions juives », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 35/3, 1988, p. 493.

² Pierre LABORIE, « Mémoires d'étoile, marquage d'histoire », *Diasporas. Histoire et sociétés*, n° 16, 2010, p. 100. Dans la nouvelle édition de *Vichy et les Juifs*, qu'il a assurée seul, Paxton répond de manière incisive à la thèse laborienne du « non-consentement » : « Malgré les refus de plus en plus fréquents, les indifférents ont laissé tourner les mécanismes [*sic*] d'aryanisation, d'arrestations, et de transports vers Auschwitz en France jusqu'au jour de la Libération. » Michael R. MARRUS, Robert O. PAXTON, *Vichy et les Juifs*, nouvelle édition, Paris, Calmann-Lévy, 2015 [1981], p. 303. Mais, ce faisant, il associe délibérément le « silence » à l'« indifférence », négativement connotée. Or l'indifférentisme peut aussi être la preuve de l'absence de préjugés ou une marque de délicatesse. Lycéen à Niort en 1942, obligé de porter l'étoile juive, Jean Amado se souvient n'avoir perçu aucun changement de la part de ses camarades ; il restait le « copain », comme avant, et tous faisaient comme si rien n'avait changé. Jean AMADO, *Y a-t-il un antisémite en France ?*, Paris, chez l'auteur, 1989, p. 44-45.

Reste que l'on peut nourrir les plus grands préjugés contre les juifs, voire un profond antisémitisme, et s'indigner de la livraison aux nazis de femmes et d'enfants innocents. Reste aussi que le matraquage idéologique de l'époque – même si la plupart des Français ont tenté de s'en préserver¹ – ne peut pas ne pas avoir eu des effets, banalisant la propagande antisémite et son message. Le 27 août 1943, le cinquième gala offert aux familles des travailleurs français en Allemagne par le commissariat général à la Main-d'œuvre française en Allemagne au Gaumont-Palace de Paris est ainsi l'occasion de la diffusion du célèbre film de propagande *Le Juif Süss*. « Nous avons noté que le public, bien que n'ayant pas été prévenu du titre du film, a réagi fort favorablement », commente le directeur Gaston Bruneton².

Si la xénophobie est un sentiment largement répandu et exacerbé par le contexte du temps – l'inquiétude alimentaire, la rancoeur vis-à-vis des étrangers échappant au STO, etc. –, l'idéologie antisémite ne touche cependant qu'une minorité de la population, mais une minorité importante, issue le plus souvent de l'élite et des classes moyennes supérieures³...

La majorité des Français manifestent une hostilité instinctive, massive et constante à l'égard de l'endoctrinement collaborationniste et vichyssois, quasi-unanime après les événements militaires de novembre 1942. La propagande « ne touche que les "convaincus" », signale le préfet régional de Marseille en janvier

¹ Les émissions de radio sont peu suivies ; les Français ont davantage confiance en la radio anglaise. Les journaux collaborationnistes touchent qu'une petite minorité de la population, surtout en province. Ainsi, en Seine-Inférieure, alors qu'un quotidien comme *Le Journal de Rouen* se vend à 678 070 exemplaires en novembre 1941, seuls 366 numéros du *Cri du Peuple*, 1 739 de *Je suis partout* ou 934 d'*Au Pilon* sont écoulés (AN, F1cIII 1188, rapport mensuel du préfet de Seine-Inférieure, 5 décembre 1941). Et encore, le préfet régional de Rouen rapporte que de « nombreux libraires » signalent que les achats de ce dernier, « comptant généralement un grand nombre de pages », sont effectués « par des personnes qui ont seulement pour but d'utiliser le papier pour l'emballage » (AN, F1cIII 1204, rapport du préfet régional Parmentier, août-septembre 1943).

² AN, F60 1484, rapport de Bruneton, août 1943.

³ Voir à cet égard les notations édifiantes de l'avocat Maurice GARÇON, *Journal (1939-1945)*, édition établie, présentée et annotée par Pascal FOUCHÉ et Pascale FROMENT, Paris, Les Belles Lettres/Fayard, 2015, p. 43, 87, 106, 134-136, 138, 142, 159, 166, 179-181, 231, 236, 298-299, 304, 315, 332, 437-438, 558, 611 et 627.

1943¹. C'est dans ce contexte que le commissariat général aux Questions juives de Darquier de Pellepoix décide de prendre la mesure de l'antisémitisme dans la population française.

Une enquête d'opinion pilotée par le commissariat général aux Questions juives

« Aimez-vous les Juifs ? »

La question est posée au début de l'année 1943 à un peu plus de 3 000 citoyens de zone sud par des enquêteurs recrutés par le service de Propagande du CGQJ.

Aussi défectueuse et contestable qu'elle puisse apparaître, cette enquête d'opinion constitue la seule entreprise du genre à avoir été menée dans la France des années 1940-1944. Pilotée par P. Regnault, expert des questions de propagande auprès de Darquier², elle présente quelques traits « scientifiques » : toutes les couches sociales sont censées être interrogées ; les résultats sont analysés dans un rapport de cent pages sur le modèle des sondages IFOP³.

De nombreuses approximations apparaissent néanmoins. L'échantillon de la population choisie n'est pas précisément défini. Surtout, Regnault a fait le choix d'imposer à ses enquêteurs d'interroger 90 % d'hommes pour 10 % de femmes – or, 40,7 % des femmes sondées se déclarent antisémites contre 53 % des hommes... D'autre part, deux enquêtes, menées dans les régions de Montpellier (90 % d'antisémites déclarés parmi les 250 personnes

¹ AN, F1cIII 1200, rapport mensuel du préfet régional de Marseille, janvier 1943.

² Journaliste, ami de Louis-François Auphan, de *L'Action française*, Regnault fut probablement adhérent de la ligue monarchiste. Peut-être aussi fut-il membre du Rassemblement antijuif de Darquier de Pellepoix qui disposait d'une section à Marseille. En tout cas, il a toute la confiance de Darquier qui le nomme chef de la Propagande du CGQJ à Marseille en octobre 1942 avant de s'appuyer sur lui pour lancer l'Union française pour la défense de la race (UFDR) et ses émissions antisémites sur la radio de l'État français.

³ AN, AJ38 5770, « Rapport et conclusion sur l'enquête d'opinion effectuée en zone libre [*sic*] dans le premier trimestre 1943 pour le compte du Service de la Propagande du Commissariat Général aux Questions Juives ».

interrogées) et de Limoges (85 % pour 300 personnes interrogées), sont trop parfaites pour ne pas refléter le zèle de l'enquêteur : alors que nous ne connaissons que les noms des sondeurs des régions de Clermont-Ferrand, Lyon, Grenoble, Saint-Étienne, Marseille, Nice et Toulouse, il se trouve que les enquêteurs de Montpellier et Limoges ont par la suite postulé un emploi auprès du CGQJ et qu'ils y ont été engagés¹... Si, à Limoges, les difficultés de ravitaillement et l'importance des populations réfugiées, notamment juives, ont attisé un profond antisémitisme², à Montpellier, la SEC estime, à l'été 1944, « à environ 90 % le nombre d'Aryens pro-juifs³ » !

Néanmoins, le but fixé à l'enquête vise bien à « déterminer quelle est la position exacte de l'opinion des Français devant le problème juif⁴ », et la plupart des enquêteurs semblent s'être prêtés au jeu. Quant aux personnes interrogées, il faut préciser (évidence qui n'a pas échappé à Regnault) que le contexte – la guerre, les événements en Afrique du Nord, la zone libre récemment envahie par les troupes allemandes, la création de la Milice, etc. – peut les inciter à dire à l'enquêteur ce qu'il a envie d'entendre.

« Aimez-vous les juifs ? » 3 019 personnes ont répondu à cette première question : « non » pour 1 553, soit une proportion de 51,4 % d'antisémites déclarés (notons que si les femmes avaient été interrogées à part égale la proportion serait d'environ 47 %) ; « Oui » pour 12 % ; et 36,6 % de sans opinion. Mais l'analyse des réponses données par ces « indifférents » laisse deviner un juge-

¹ À Montpellier, Julien Mison, né en 1894, ancien militaire puis voyageur de commerce, « excellent national acquis à la cause antijuive », est engagé le 1^{er} août 1943 par la SEC régionale (AN, AJ38 6328, Mison). Résidant à Limoges depuis 1926, Jacques Duflot, né en 1906, ancien employé de banque et rédacteur au *Courrier du Centre*, engagé dans la LVF en 1941, réformé en 1942, est nommé par Regnault délégué de l'UFDR à Marseille en mai 1943 avant de rentrer à la direction de la Propagande en décembre 1943 (AN, AJ38 6301, Duflot). Regnault justifie les pourcentages de Limoges et Montpellier en expliquant qu'il s'agit de régions agricoles dans lesquelles les juifs abusent du marché noir. Notons que les autres enquêteurs proviennent du milieu des administrateurs provisoires et ne présentent a priori pas tellement plus de garanties que Mison et Duflot.

² A. COHEN, art. cit., p. 488.

³ Rapport de la SEC Montpellier, 1^{er} août 1944, cité par *ibid.*, p. 491.

⁴ CDJC, CCXXXIX-216, lettre de Regnault au directeur régional du CGQJ à Marseille, 18 janvier 1943.

ment prudemment philosémite (« Les Juifs sont des hommes comme les autres », « il y a des bons juifs et des mauvais juifs », etc.).

Environ 20 % d'antisémites doctrinaux dans la France de 1943 ?

Sommés de justifier leur réponse, 10,5 % des enquêtés arguent que les juifs sont des « Exploiteurs (accapareurs, fléau de notre commerce, etc.) » ; 8,7 %, qu'ils sont la « Cause de tous nos maux » ; 8,3 %, que les juifs sont des « Éléments inassimilables » ; 8 %, qu'ils sont « Malhonnêtes » ; 6,3 %, qu'ils sont des « Éléments corrupteurs (détruisent l'esprit national, l'esprit de famille, les qualités françaises, etc.) » ; 4,7 %, que les juifs font du « Marché noir » ; 4,1 %, qu'ils sont des « Parasites » ; 2,4 % invoquent des « Raisons raciales (la race française doit être protégée, il ne faut pas que les juifs se mélangent à nous, les juifs sont racistes, tous les Français doivent l'être, etc.) » ; 2,3 % estiment qu'ils se « soutiennent entre eux » ; enfin, 2 % considèrent que les juifs sont des « Éléments révolutionnaires ».

Les deux premières raisons invoquées sont vagues et peut-être destinées à satisfaire l'enquêteur. Les autres thèmes, « Malhonnêtes », « Parasites », « Marché noir », « Se soutiennent entre eux », renvoient aux préjugés les plus courants et de l'antisémitisme et aux frustrations de l'heure. Les arguments attestant plus sûrement d'un antisémitisme idéologiquement articulé sont : « Éléments inassimilables », « Éléments corrupteurs », « Raisons raciales », « Éléments révolutionnaires ». D'où nous pouvons déduire une proportion de 19 % de personnes interrogées dont l'antisémitisme semble politiquement structuré.

Cette estimation est corroborée par d'autres éléments de l'enquête. Ainsi à la question portant sur les mesures prises par le gouvernement contre les juifs, 51,2 % des personnes interrogées y sont favorables ; 30,8 % sont contre ; 17 % sont indifférents. Mais sur les 1 553 antisémites déclarés, 458 personnes, soit 29,5 %, « n'ont pas jugé utile ou pas été capable » de faire la moindre sug-

gestion antisémite. Parmi les personnes ayant émis des suggestions, 33,4 % appellent de leurs vœux l'interdiction totale du commerce pour les juifs, 11,4 % approuvent leur expulsion hors de France, et 9,6 % la suppression des droits civiques.

En dépit de toutes les réserves qu'une telle enquête oblige à prendre, la proportion d'antisémites déclarés et « motivés » n'en reste pas moins significative : au moins 20 % de citoyens acquis à l'antisémitisme doctrinal. Pour le CGQJ, ce n'était sans doute pas assez et les résultats du sondage furent jugés par Regnault et Darquier comme hautement inquiétants...

La force du préjugé antijuif, mesuré par les sondages de 1945 à nos jours

Résiduel dans le champ politique après 1945, l'antisémitisme reste fortement enraciné dans la société française de l'après-guerre si l'on en croit le premier sondage réalisé : 43 % des sondés considèrent que leurs compatriotes juifs ne sont pas des « Français à part entière » ! Vingt ans plus tard, en 1966, une enquête, commandée à l'IFOP « par un magazine en quête de sensationnel », établit qu'environ 20 % de Français présentent « des caractéristiques sérieuses d'antisémitisme » : ils sont encore 19 % des sondés à mettre en cause la francité des citoyens juifs¹. À la question « D'après vous, les juifs sont-ils trop nombreux ? », 13 % des personnes interrogées répondent « oui ». Et ils sont 10 % à trouver les juifs « antipathiques ». En 1990, les réponses positives à ces deux questions passent à respectivement 24 % et 18 %²...

Ainsi, les résultats de l'enquête de 1943 ne paraissent pas aussi faussés qu'on peut le penser lorsqu'on les compare à ceux produits par les sondages ultérieurs. De nouveaux stéréotypes antisémites, principalement générés par la crise palestinienne, viennent se greffer sur les anciens. Au milieu des années 2010, on

¹ Christian DELACAMPAGNE, « L'antisémitisme en France (1945-1993) », in Léon POLIAKOV (dir.), *Histoire de l'antisémitisme 1945-1993*, Paris, Seuil, 1994, p. 134-135.

² Serge MOATI et Jean-Claude RASPIENGEAS, *La Haine antisémite*, Paris, Flammarion, 1991, p. 48.

compte encore 15 % de sondés pour approuver l'idée que les juifs ne sont pas des Français comme les autres. Pire encore, 16 % des personnes interrogées par un institut sont d'accord pour dire qu'« il existe un complot sioniste à l'échelle mondiale », et ils sont 33 % à estimer que les juifs ont « trop de pouvoir en France ». Sans parler de la persistance du préjugé selon lequel le juif a un « rapport particulier à l'argent » (63 % des sondés)¹...

On le voit, l'étude de l'antisémitisme (entendue comme la survivance de la traduction politique de la haine des juifs à la fin du XIX^e siècle, nationaliste et réactionnaire, plébéienne et anticapitaliste) et des nouvelles formes de judéophobie a un long avenir devant elle. De même que le nécessaire combat contre ces formes dépravées de raisonnement intellectuel et politique.

Laurent Joly

« “Aimez-vous les juifs ?” 1943, un premier sondage sur les juifs et l'antisémitisme », in *La Modernité disputée. Textes offerts à Pierre-André Taguieff, textes rassemblés, édités et introduits par Annick DURAFFOUR, Philippe GUMPCOWICZ, Grégoire KAUFFMANN, Isabelle DE MECQUENEM et Paul ZAWADZKI, Paris, CNRS Éditions, 2020, p. 53-58.*

¹ Pierre-André TAGUIEFF, *Une France antijuive ? Regards sur la nouvelle configuration judéophobe*, Paris, CNRS Éditions, 2015, p. 51, 54, 268 ; Eric KESLASSY, *De l'antisémitisme en France*, Paris, Les Notes de Institut Diderot, 2015, p. 19.